

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :

“DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES” - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 01 76 20 00.

Ceux-ci sont payables d'avance, par mandat ou virement au nom de M. le Directeur “des Publications Officielles” à Libreville  
Compte courant CDC N° 11500000915, Centre de Libreville.

## SOMMAIRE

### *ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE*

#### MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROSPECTIVE

Décret n°0298/PR/MPP du 02 août 2024 fixant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil National de la Statistique...1

Décret n°0299/PR/MPP du 02 août 2024 fixant les règles de fonctionnement du Système Statistique National.....3

Décret n°0300/PR/MPP du 02 août 2024 portant attributions, organisation et fonctionnement du Fonds Spécial pour les Statistiques.....8

#### MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU CADASTRE

Décret n°0301/PR/MHUC du 02 août 2024 portant Déclaration d'Utilité Publique.....9

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Décret n°0302/PR/MIS du 02 août 2024 portant reconnaissance d'utilité publique d'une Fondation.....11

Décret n°0303/PR/MIS du 02 août 2024 portant reconnaissance d'utilité publique d'une Fondation.....11

Décret n°0304/PR/MIS du 02 août 2024 portant reconnaissance d'utilité publique d'une Fondation.....12



**ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE****MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROSPECTIVE**

*Décret n°0298/PR/MPP du 02 août 2024 fixant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil National de la Statistique*

Le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État ;

Vu la Charte de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°3/91 du 26 mars 1991 portant Constitution de la République Gabonaise ;

Vu la loi n°01/2005 du 04 février 2005 portant Statut Général de la Fonction Publique, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°03/88 du 31 juillet 1990 fixant les conditions générales d'emploi des agents contractuels de l'Etat, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°020/2005 du 03 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'État, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°016/2022 du 06 septembre 2022 modifiant et complétant les dispositions de la loi n°015/2014 du 07 janvier 2015 portant institution et organisation du Système Statistique National ;

Vu le décret n°589/PR/MFPRA/MFEBP-CP du 11 juin 1997 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de fonction allouée pour l'exercice de certains emplois civils de l'Etat, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°0066/PR/MPP du 14 février 2024 portant attributions et organisation du Ministère de la Planification et de la Prospective ;

Vu le décret n°0007/PT du 7 septembre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition ;

Vu le décret n°0009/PT/PM du 8 septembre 2023 portant composition du Gouvernement de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Le Conseil d'État consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

**D E C R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret, pris en application des dispositions de l'article 9 de la loi n°016/2022 du 06 septembre 2022 susvisée, fixe les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil National de la Statistique, en abrégé CNS.

**Chapitre I<sup>er</sup> : Des attributions**

**Article 2** : Le CNS est l'organe de délibération, de concertation, de coordination, d'orientation et de régulation du Système Statistique National, en abrégé SSN.

A ce titre, outre les missions fixées à l'article 8 de la loi n°016/2022 susvisée, il est notamment chargé :

- de veiller à la mise en œuvre de l'orientation de la politique nationale de développement de la Statistique et des mesures susceptibles d'orienter et de promouvoir la production de l'information statistique, sa diffusion et son utilisation ;
- de coordonner la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique, en abrégé SNDS ;
- d'administrer le Fonds Spécial pour les Statistiques, en abrégé FSS ;
- d'adopter les concepts, définitions, normes, nomenclatures et méthodes statistiques cohérents avec ceux en vigueur aux niveaux sous régional, régional et international ;
- d'élaborer et suivre tout programme de formation diplômante et continue du personnel du SSN ;
- d'autoriser l'exécution des opérations statistiques ;
- de protéger et sécuriser le Système Statistique National.

**Chapitre II : De l'organisation**

**Article 3** : Le CNS comprend :

- l'Assemblée plénière ;
- le Secrétariat permanent.

**Section 1 : De l'Assemblée plénière**

**Article 4** : L'Assemblée plénière est l'organe de délibération et d'orientation du CNS.

**Article 5** : L'Assemblée plénière du CNS est composée ainsi qu'il suit :

- le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Président ;
- le Ministre chargé de la Statistique, Vice-président ;
- le Ministre sectoriel concerné, membre.

La Direction Générale de l'organe en charge de la production statistique assure le secrétariat de l'Assemblée plénière.

L'Assemblée plénière peut inviter à ses travaux toute personne dont l'expertise est jugée nécessaire, avec voix consultative.

**Article 6** : L'Assemblée plénière se réunit deux fois par an en session ordinaire et, en tant que de besoin, en session extraordinaire, sur convocation de son Président.

**Article 7 :** La première session ordinaire de l'Assemblée plénière du CNS se tient au cours du premier trimestre de l'année. Elle est principalement consacrée à l'examen et à l'adoption :

- du Rapport Statistique National Annuel ;
- du Rapport d'activités annuel du Fonds Spécial pour la Statistique relatif à l'année précédente ;
- du Programme Statistique National Annuel de l'année à venir.

La seconde session ordinaire de l'Assemblée plénière du CNS se tient au cours du quatrième trimestre de l'année. Elle est principalement consacrée :

- à l'examen du bilan de la mise en œuvre à mi-parcours du Programme Statistique National Annuel de l'année en cours ;
- à l'adoption du Programme Statistique National Annuel actualisé de l'année suivante ;
- à l'adoption du programme d'activités du FSS pour l'année suivante ;
- à l'approbation des rapports d'évaluation à mi-parcours et d'évaluation finale de la SNDS, le cas échéant.

#### *Section 2 : Du Secrétariat permanent*

**Article 8 :** Le Secrétariat permanent est l'organe technique et d'exécution du CNS.

A ce titre, il est notamment chargé :

- de superviser l'instruction des dossiers du CNS ;
- de veiller à la transparence des travaux ;
- d'assurer la bonne information du Gouvernement et de l'opinion publique sur les résultats des travaux du CNS ;
- de préparer les dossiers à soumettre à l'Assemblée plénière du CNS ;
- de superviser les travaux des Comités et des groupes de travail du CNS ;
- d'assurer la rédaction des comptes rendus et procès-verbaux des sessions de l'Assemblée plénière du CNS et de ses différents Comités ;
- de veiller à la mise en œuvre des délibérations de l'Assemblée plénière ;
- d'assurer la veille juridique et technique des activités du Système Statistique National ;
- de représenter le Gabon dans le cadre des réunions internationales.

**Article 9 :** Le Secrétariat permanent est placé sous l'autorité d'un Secrétaire permanent nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre responsable, parmi les agents publics de la première catégorie, justifiant d'une expérience professionnelle de quinze ans au moins dans les domaines des statistiques, de la démographie, des mathématiques, de l'économie, de l'informatique ou de l'économétrie.

Le Secrétaire Permanent est assisté d'un Secrétaire Permanent Adjoint nommé dans les mêmes formes et conditions.

Le Secrétaire Permanent et le Secrétaire Permanent Adjoint ont respectivement rang de Secrétaire Général et de Secrétaire Général Adjoint d'Administration centrale.

Il est également assisté de cinq chargés d'études nommés par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Secrétaire Permanent, parmi les agents publics de la première catégorie, justifiant d'une expérience professionnelle de cinq ans au moins dans les domaines des statistiques, de la démographie, des mathématiques, de l'économie, de l'informatique ou de l'économétrie.

**Article 10 :** Il est créé au sein du Secrétariat Permanent des comités de travail.

Un texte particulier fixe la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement des comités de travail du Secrétariat Permanent.

#### **Chapitre III : Des dispositions diverses et finales**

**Article 11 :** Les personnels du Secrétariat Permanent sont constitués d'agents publics mis à disposition.

**Article 12 :** La qualité de membre de l'Assemblée plénière ne donne pas lieu à rémunération.

**Article 13 :** Les charges relatives au fonctionnement du CNS sont prises en charge par le budget de l'Etat.

Le Secrétaire permanent est l'ordonnateur.

**Article 14 :** Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature, nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 15 :** Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 02 août 2024

Par le Président de la Transition,  
Président de la République, Chef de l'État

Le Général de Brigade,  
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition  
Raymond NDONG SIMA

*Le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Planification et de la Prospective*

Alexandre BARRO CHAMBRIER

*Le Ministre des Comptes Publics*

Charles M'BA

*Le Ministre de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités*

Louise BOUKANDOU MOUSSAVOU

*Décret n°0299/PR/MPP du 02 août 2024 fixant les règles de fonctionnement du Système Statistique National*

Le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État ;

Vu la Charte de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°3/91 du 26 mars 1991 portant Constitution de la République Gabonaise ;

Vu la loi n°016/2022 du 06 septembre 2022 modifiant et complétant les dispositions de la loi n°015/2014 du 07 janvier 2015 portant institution et organisation du Système Statistique National ;

Vu la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 portant modification de la loi n°001/2011 du 25 septembre 2011 relative à la protection des données à caractère personnel ;

Vu le décret n°0066/PR/MPP du 14 février 2024 portant attributions et organisation du Ministère de la Planification et de la Prospective ;

Vu le décret n°0007/PT du 7 septembre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition ;

Vu le décret n°0009/PT/PM du 8 septembre 2023 portant composition du Gouvernement de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Le Conseil d'État consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

## DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret, pris en applications des dispositions de la loi n°016/2022 du 06 septembre 2022 susvisée, fixe les règles de fonctionnement du Système Statistique National, en abrégé SSN.

### Chapitre I<sup>er</sup> : Des dispositions générales

**Article 2** : Le présent décret a pour objet de fixer les règles relatives :

- aux mandats des organes du SSN ;
- aux relations fonctionnelles entre les services statistiques appartenant au SSN ;
- à la planification stratégique et au suivi du

développement de la Statistique ;

-à l'autorisation préalable ou visa statistique, pour les opérations de collecte de données réalisées par les services statistiques publics ;

-aux modalités d'échange des données et des micro-données dans le SSN.

### Chapitre II : Des mandats

#### Section 1 : Des mandats de production et de diffusion

**Article 3** : L'Institut National de la Statistique et les autres structures statistiques publiques disposent d'un mandat de production et de diffusion, conformément aux dispositions du présent décret.

**Article 4** : Le mandat de production de l'Institut National de la Statistique couvre principalement les domaines suivants :

-les études, enquêtes et recensements à couverture nationale, notamment :

- le recensement général de la population et de l'habitat ;
- les enquêtes démographiques et de santé ;
- les enquêtes sur l'emploi ;
- les enquêtes sur les conditions de vie des ménages et la pauvreté ;
- les études, enquêtes et recensements auprès des entreprises et autres unités économiques ;

-les comptes nationaux ;

-les indicateurs conjoncturels relatifs aux prix, à la production industrielle et au commerce extérieur ;

-les statistiques de l'État civil.

**Article 5** : Outre les domaines prévus à l'article 4 ci-dessus, l'Institut National de la Statistique peut réaliser toute opération de collecte et d'analyse de données statistiques à couverture nationale ou provinciale, à la demande des départements ministériels, des établissements publics, des collectivités locales ou de toute entité privée.

Dans ce cas, les modalités pratiques d'intervention de l'Institut National de la Statistique sont définies d'accord parties dans le cadre de protocoles ou de conventions.

**Article 6** : L'Institut National de la Statistique met en place et gère un dispositif permanent intégré d'enquêtes auprès des ménages en vue d'alléger la charge qui pèse sur les répondants, d'optimiser l'usage des ressources humaines, matérielles et financières, et de satisfaire la demande des autres autorités statistiques et des utilisateurs.

**Article 7** : Le mandat de diffusion de l'Institut National de la Statistique couvre les statistiques issues des

domaines citées aux articles 4 et 5 ci-dessus.

Les données statistiques peuvent être publiées sous forme de rapports, notes, bulletins, ou annuaires périodiques ou regroupées dans des bases de données sectorielles ou globales accessibles, sous réserve du respect du secret statistique.

**Article 8 :** L'Institut National de la Statistique prend les dispositions nécessaires pour l'archivage et la sécurisation des statistiques produites et diffusées par le Système Statistique National, en collaboration avec les autres autorités statistiques.

À ce titre, les services statistiques sectoriels sont tenus de transmettre à l'Institut National de la Statistique une copie de tous les fichiers des données d'enquêtes à couverture nationale ou locale, et une copie de toutes leurs publications statistiques sous format électronique, après validation.

**Article 9 :** Les mandats de production et de diffusion des autres autorités statistiques couvrent notamment :

- les statistiques de sources administratives obtenues à partir du traitement des fichiers ou des données fournies par les administrations et organismes publics ou privés ayant une mission de service public, relevant de leurs secteurs ou niveaux géographiques respectifs ;
- les enquêtes et recensements statistiques à fréquence inférieure ou égale à l'année, relatives aux activités couvertes par leurs secteurs ou niveaux géographiques respectifs.

Les données statistiques produites par les autorités statistiques citées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus peuvent être publiées sous forme de rapports, notes, bulletins ou annuaires périodiques ou regroupées dans des bases de données sectorielles accessibles, sous réserve du respect du secret statistique.

**Article 10 :** Les résultats des enquêtes et recensements à couverture nationale doivent être approuvés par le Conseil National de la Statistique avant leur diffusion.

Toute production statistique sectorielle ou locale doit être validée sous la coordination de l'Institut National de la Statistique.

## *Section 2 : Des mandats de coordination, d'appui technique et de coopération internationale*

### *Sous-section 1 : Du mandat de coordination*

**Article 11 :** Dans le cadre de son mandat de coordination technique, l'Institut National de la Statistique élabore, met à jour et vulgarise les instruments de coordination technique du Système Statistique National, notamment les concepts, les

définitions, les nomenclatures, les normes et méthodes générales et spécifiques de collecte, de traitement, d'analyse, de diffusion et d'archivage, les échantillons-maîtres, les bases de sondages, les répertoires.

L'Institut National de la Statistique gère également les répertoires nationaux d'identification des individus et des entreprises, en collaboration avec les administrations et organismes compétents.

**Article 12 :** Les documents méthodologiques élaborés par l'Institut National de la Statistique et les autres autorités statistiques doivent être accessibles. À ce titre, les autres autorités statistiques doivent transmettre, sous format électronique, leurs documents à l'Institut National de la Statistique après validation.

### *Sous-section 2 : Du mandat d'appui technique*

**Article 13 :** L'Institut National de la Statistique apporte, en cas de besoin, un appui technique aux autres autorités statistiques dans la définition et la mise en œuvre de leurs systèmes d'information statistique.

Les modalités pratiques d'intervention de l'Institut National de la Statistique auprès de ces autres autorités statistiques sont définies d'accord parties dans le cadre de protocoles ou de conventions.

Toute validation de système d'information statistique doit être faite en collaboration avec l'Institut National de la Statistique ou sous sa supervision.

### *Sous-section 3 : Du mandat de coopération internationale*

**Article 14 :** L'Institut National de la Statistique doit être consulté pour toutes les activités de coopération technique en matière de statistique publique ainsi que pour toutes les évaluations effectuées à l'initiative d'organisations internationales concernant la statistique publique au Gabon.

## **Chapitre III : De l'utilisation des sources de données statistiques**

**Article 15 :** Les autorités statistiques peuvent, dans le cadre des travaux statistiques, utiliser notamment les sources de données suivantes :

- les enquêtes ;
- les recensements ;
- les sources administratives.

Les autorités statistiques peuvent également utiliser d'autres sources de données pour produire des statistiques publiques, notamment les données générées par les technologies mobiles de l'information et de la communication, les données géospatiales ou les données obtenues à l'aide d'autres technologies.

Les organismes privés qui produisent des statistiques à partir des sources mentionnées à l'alinéa ci-dessus, ne peuvent les diffuser qu'après accord de l'Institut National de la Statistique.

#### **Chapitre IV : De la planification stratégique, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique**

##### *Section 1 : De la planification stratégique du Système Statistique National*

**Article 16 :** Sous la coordination du Conseil National de la Statistique, l'Institut National de la Statistique élabore, en collaboration avec les autres autorités statistiques, un plan national de développement de la statistique dénommé « Stratégie Nationale de Développement de la Statistique », en abrégé SNDS.

La SNDS est élaborée sur la base d'un diagnostic approfondi, conformément aux priorités du développement harmonieux du SSN.

La SNDS définit notamment :

- les objectifs à atteindre ;
- les résultats attendus ;
- le cadre stratégique ;
- le Plan d'actions contenant la liste des projets d'activités statistiques à réaliser, les indications calendaires de réalisation ainsi que les coûts et les modalités de financement.

La SNDS prend en compte les opérations statistiques nécessaires à l'exercice des mandats des autorités statistiques.

**Article 17 :** La SNDS est élaborée en collaboration avec tous les acteurs qui contribuent au développement du SSN, notamment les décideurs politiques, les administrations publiques, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les universités et centres de recherche, les médias, les partenaires au développement.

**Article 18 :** Le projet de la SNDS est approuvé par le CNS.

##### *Section 2 : De la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique*

**Article 19 :** Les organes du SSN mettent en œuvre la SNDS, conformément à leurs attributions.

A ce titre, la SNDS fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours et d'une évaluation au terme de sa mise en œuvre.

**Article 20 :** Un Programme Statistique National Annuel, en abrégé PSNA, et un Rapport Statistique National Annuel, en abrégé RSNA, sont élaborés par les organes compétents du SSN.

Le PSNA est une tranche annuelle du Plan d'actions de la SNDS pour l'année à venir, actualisée et complétée avec les dernières informations sur la planification et le dimensionnement des activités statistiques par les autorités statistiques.

Le RSNA est le bilan de la mise en œuvre du PSNA de l'année précédente, y compris le bilan du fonctionnement des organes du CNS et des autorités statistiques.

**Article 21 :** Après finalisation par ses organes compétents, le CNS valide et adopte les projets de RSNA et de PSNA et les transmet au Gouvernement pour approbation et présentation au Parlement, conformément à l'Article 9 de la loi n°016/2022 du 6 septembre 2022 susvisée.

Le RSNA et le PSNA sont publiés par arrêté du Ministre chargé de la Statistique, après approbation par le Gouvernement.

**Article 22 :** L'Institut National de la Statistique et les autres autorités statistiques sont tenus de fournir au CNS, dans les délais et les formats fixés, les informations demandées pour la préparation des documents du SSN.

#### **Chapitre V : De l'autorisation préalable ou visa statistique**

**Article 23 :** L'autorisation préalable ou visa statistique est délivré par le CNS après avis d'un Comité de travail.

Outre les opérations prévues par l'article 26 de la loi n°016/2022 du 6 septembre 2022 susvisée, tout système d'information statistique ou méthodologie de collecte, élaboré par les autorités statistiques, est soumis au visa Statistique.

Le visa statistique comporte un code alphanumérique et est conservé dans un registre tenu par le Secrétaire Permanent du CNS.

Mention du visa statistique doit être faite sur les questionnaires, manuels, rapports et publications des enquêtes et recensements concernés.

Les autorités statistiques sont dispensées du renouvellement des demandes de visa statistique pour les enquêtes statistiques périodiques, sauf en cas de modifications substantielles apportées aux questionnaires ou à la méthodologie utilisée.

**Article 24** : Le visa statistique n'est accordé que si l'opération statistique concernée ne fait pas double emploi et si l'une des conditions ci-après est remplie :

- l'opération statistique s'inscrit dans le cadre du Programme statistique national annuel ;
- l'opération statistique est prévue par une loi ;
- l'opération statistique présente un caractère nécessaire et urgent.

**Article 25** : Les demandes d'attribution de visa statistique sont envoyées au Secrétariat Permanent du CNS, selon le cas, par :

- le responsable du département en charge de la coordination statistique, si l'opération statistique est réalisée par l'Institut National de la Statistique ;
- le responsable de l'autorité statistique concernée, par la voie hiérarchique, lorsque l'opération statistique est réalisée par une autre autorité statistique.

**Article 26** : La demande d'attribution de visa statistique doit être accompagnée des documents techniques ci-après :

- le document de projet, traitant notamment des points suivants : contexte et justification de l'opération statistique, objectif général et objectifs spécifiques, résultats attendus, méthodologie détaillée d'échantillonnage, organisation de la collecte, mode de traitement et plan d'analyse ;
- les questionnaires ;
- les manuels d'instructions aux enquêteurs, contrôleurs ou superviseurs ;
- le plan de sensibilisation ;
- le chronogramme d'exécution des opérations ;
- les ressources humaines à mobiliser ;
- le budget estimatif détaillé ;
- le plan de diffusion des résultats.

Les documents techniques prévus à l'alinéa ci-dessus sont également transmis dans leur version électronique.

**Article 27** : La demande d'attribution de visa statistique et les documents techniques qui l'accompagnent sont examinés par le CNS.

Pour émettre son avis technique, le CNS est tenu de s'assurer que les moyens et méthodes de mise en œuvre de l'opération dans ses différentes phases respectent les standards nationaux adoptés et présentent de réelles chances de réussite.

**Article 28** : Le Secrétariat Permanent du CNS est tenu de donner une réponse au demandeur de visa dans un délai ne pouvant excéder un mois à compter de la date de réception de la requête.

Toutefois, ce délai peut être ramené à quinze jours pour les opérations statistiques à caractère urgent.

Passé ces délais, le visa est accordé à condition que le retard n'incombe pas au demandeur.

Tout refus de visa statistique doit être motivé.

**Article 29** : Les résultats des opérations statistiques ayant obtenu le visa statistique doivent être déposés, sous formats papier et électronique, au Secrétariat permanent du CNS dès leur validation.

## **Chapitre VI : Des modalités d'échange des données et d'accès aux micro-données dans le Système Statistique National**

### *Section 1 : De l'échange des données individuelles entre les autorités statistiques*

**Article 30** : Les autorités statistiques peuvent produire et publier des ensembles de données individuelles uniquement si ces données ont été traitées de façon à en retirer les identifiants et si des personnes physiques ou morales ne peuvent être identifiées, ni directement ni indirectement.

Pour déterminer si une personne physique ou morale est indirectement identifiable, il est tenu compte de tous les moyens susceptibles d'être raisonnablement utilisés.

**Article 31** : L'Institut National de la Statistique reçoit gratuitement des autres autorités statistiques, des données individuelles, y compris des identifiants.

Les autres autorités statistiques peuvent recevoir de l'Institut National de la Statistique, exclusivement à des fins statistiques dans leurs domaines de compétence respectifs, les données individuelles suivantes :

- données individuelles dépourvues de tout identifiant permettant d'identifier une personne physique ou morale ;
- unités statistiques assorties d'identifiants provenant exclusivement des registres statistiques gérés par l'Institut National de la Statistique ;
- unités statistiques assorties d'identifiants provenant exclusivement des bases de sondage gérées par l'Institut National de la Statistique.

Toute transmission de ce type est autorisée par le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et doit respecter les dispositions de la loi sur la protection des données à caractère personnel.

Les conditions dans lesquelles cette transmission s'effectue sont spécifiées d'accord parties.



**Article 32 :** L'accès aux données confidentielles qui ne permettent qu'une identification indirecte des unités statistiques peut être accordé par les autorités statistiques à des chercheurs réalisant des analyses statistiques à des fins scientifiques.

À ce titre, les autorités statistiques définissent des protocoles applicables aux chercheurs.

*Section 2 : De la transmission des données de sources administratives aux autorités statistiques publiques*

**Article 33 :** Les autorités statistiques peuvent, à des fins d'exploitation statistique, accéder gratuitement aux données contenues dans les fichiers administratifs détenus par des services et organismes publics et parapublics ainsi que par des organismes privés investis d'une mission de service public. Les informations transmises dans ce cadre sont soumises aux dispositions régissant le secret statistique.

**Article 34 :** Les autorités statistiques dressent la liste des données détenues ou recueillies dans le cadre de leurs missions par les administrations, organismes publics ou parapublics et organismes privés chargés d'une mission de service public, pour leur utilisation à des faits exclusivement statistiques, dans le cadre des opérations inscrites au PSNA et des activités relevant de leurs mandats.

**Article 35 :** Les autorités statistiques, les administrations et organismes détenteurs des fichiers administratifs signent des protocoles, en tant que de besoin, pour préciser la nature des données, leur fréquence de transmission, le type de support à utiliser et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les agents des autorités statistiques peuvent les collecter sur place.

Les autorités statistiques veillent à réduire, autant que possible, la charge de collecte des administrations et organismes concernés.

**Article 36 :** Une copie de tous les protocoles d'accord signés est transmise par l'autorité statistique concernée à l'Institut National de la Statistique.

En cas de révision d'un protocole, l'Institut National de la Statistique est tenu informé par l'autorité statistique concernée.

**Article 37 :** L'état d'application des protocoles d'accord fait l'objet d'un examen au moins tous les trois ans et d'un rapport adressé par les parties concernées au Secrétariat Permanent du CNS.

Tout différend dans l'interprétation ou la mise en œuvre des protocoles d'accord est réglé à l'amiable.

À défaut d'un règlement à l'amiable, le Ministre chargé de la Statistique statue en dernier recours.

*Section 3 : De la mise à disposition des micro-données aux utilisateurs*

**Article 38 :** Les autorités statistiques prennent des dispositions pour rendre accessibles les micro-données collectées, soit en l'état, soit sous un format permettant un nouveau traitement par l'utilisateur en fonction de ses besoins, dans le respect du secret statistique et de la réglementation nationale en matière de confidentialité des données personnelles.

À ce titre, une fois que les résultats définitifs d'une opération statistique sont publiés, les autorités statistiques préparent, dans un délai de six mois, des fichiers de micro-données complètes et anonymisées permettant de reproduire les résultats obtenus et publiés.

**Article 39 :** Les autorités statistiques doivent veiller à ce que leur fonds de micro-données, les métadonnées associées et autres documents méthodologiques soient produits, archivés et mis à la disposition de l'Institut National de la Statistique, en vue de leur entreposage.

**Article 40 :** L'Institut National de la Statistique met en place et assure la maintenance d'un entrepôt national de données anonymisées de toutes les enquêtes et tous les recensements organisés dans le SSN.

Il définit les formes de diffusion des micro-données en fonction des risques de divulgation.

La diffusion publique via Internet doit être privilégiée.

Aucune diffusion de micro-données n'est possible sans anonymisation préalable et sans engagement formel du demandeur à respecter les conditions d'accès et d'utilisation des fichiers.

**Chapitre VII : De la fourniture de services par les autorités statistiques**

**Article 41 :** Les autorités statistiques peuvent fournir des services de traitement statistique en utilisant les données qu'elles détiennent, à la demande de toute personne intéressée.

Ces services de traitement statistique ne doivent pas compromettre la production et la qualité des statistiques publiques, ni la crédibilité des autorités statistiques concernées.

**Article 42 :** Les autorités statistiques peuvent recueillir des données spécifiques à la demande d'un organisme international, national ou local.

La fourniture de services de collecte de données ne doit pas compromettre la production et la qualité des statistiques officielles, ni la crédibilité des autorités statistiques concernées.

**Article 43 :** Les résultats des services de traitement et de collecte de données ne sont pas considérés comme des statistiques publiques.

Les dispositions relatives au secret statistique et celles relatives à la qualité s'appliquent sans restriction à la fourniture de services de collecte de données.

Les commanditaires prennent en charge le surcoût des services de traitement statistique de données au prix fixé par l'autorité statistique concernée, lorsque celle-ci est habilitée à percevoir des recettes. Pour les services de collecte des données, les commanditaires prennent en charge le coût, au prix fixé par l'autorité statistique concernée.

### **Chapitre VIII : Des dispositions diverses et finales**

**Article 44 :** L'Institut National de la Statistique peut mettre son personnel statisticien à la disposition des autres autorités statistiques.

Les demandes de mise à disposition de personnel doivent parvenir à l'Institut National de la Statistique avant le 30 juin de chaque année.

**Article 45 :** Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature, nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 46 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 02 août 2024

Par le Président de la Transition,  
Président de la République, Chef de l'État

Le Général de Brigade,  
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition*  
Raymond NDONG SIMA

*Le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Planification et de la Prospective*  
Alexandre BARRO CHAMBRIER

*Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité*  
Herman IMMONGAULT

*Le Ministre de l'Economie et des Participations*  
Mays MOUISSI

*Le Ministre des Comptes Publics*  
Charles M'BA

*Le Ministre de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités*  
Louise BOUKANDOU MOUSSAVOU

*Décret n°0300/PR/MPP du 02 août 2024 portant attributions, organisation et fonctionnement du Fonds Spécial pour les Statistiques*

Le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État ;

Vu la Charte de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°3/91 du 26 mars 1991 portant Constitution de la République gabonaise ;

Vu la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°016/2022 du 06 septembre 2022 modifiant et complétant les dispositions de la loi n°015/2014 du 07 janvier 2015 portant institution et organisation du Système Statistique National ;

Vu le décret n°0066/PR/MPP du 14 février 2024 portant attributions et organisation du Ministère de la Planification et de la Prospective ;

Vu le décret n°0007/PT du 7 septembre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition ;

Vu le décret n°0009/PT/PM du 8 septembre 2023 portant composition du Gouvernement de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Le Conseil d'État consulté ;  
Le Conseil des Ministres entendu ;

### **D E C R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le présent décret, pris en application de l'article 27 de la loi n°016/2022 du 06 septembre 2022 susvisée, porte attributions, organisation et fonctionnement du Fonds Spécial pour les Statistiques, en abrégé FSS.

### **Chapitre I<sup>er</sup> : Des attributions**

**Article 2 :** Le Fonds Spécial pour les Statistiques est destiné au financement du Système Statistique National.

A ce titre, il est notamment chargé :

-d'améliorer la disponibilité et la qualité des données statistiques en finançant de manière générale les activités statistiques ;

-de sécuriser le financement du Plan d'action pluriannuel d'activités statistiques de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique, en abrégé SNDS ;

-de réduire la dépendance du Système Statistique National, en abrégé SSN, des financements extérieurs ;

-de gérer et redistribuer les ressources financières destinées à la production des données statistiques.

## **Chapitre II : De l'organisation et du fonctionnement**

**Article 3 :** Le Fonds Spécial pour les Statistiques est administré par le Conseil National de la Statistique.

À ce titre, le Conseil National de la Statistique est notamment chargé :

- de définir les orientations stratégiques et en assurer le suivi et la supervision ;
- de fixer le cadre organique, l'organisation interne et les règles particulières relatives à l'administration et au fonctionnement du FSS ;
- d'autoriser les recouvrements et les dépenses du FSS ;
- d'examiner et adopter le budget, les modifications éventuelles et les comptes financiers du FSS ;
- d'examiner et approuver le programme annuel d'actions du FSS ;
- d'examiner et approuver le rapport annuel d'activités du FSS ;
- de s'assurer de la bonne exécution des activités du FSS ;
- de délibérer sur les acquisitions et les aliénations des biens meubles et immeubles du FSS ;
- de commettre des audits financiers du FSS.

**Article 4 :** Le Secrétaire permanent du CNS est chargé d'exécuter les décisions du Conseil National de la Statistique.

A ce titre, il est notamment chargé :

- de suivre la mise en œuvre des activités financées par le FSS ;
- de coordonner la mise à disposition des financements du FSS ;
- de préparer le budget annuel, les états financiers, le plan et programmes d'activités, les rapports d'activités du Fonds Spécial pour les Statistiques, en collaboration avec les autres organes du SSN ;
- de préparer les projets de résolutions et de recommandations du CNS concernant le Fonds Spécial pour les Statistiques ;
- de mettre en exécution les décisions du CNS impliquant le Fonds Spécial pour les Statistiques.

**Article 5 :** Le Fonds Spécial pour les Statistiques est alimenté par :

- les dotations budgétaires de l'État ;
- les ressources propres ;
- les contributions financières des partenaires au développement ;
- le produit des amendes et autres pénalités prononcées par l'organe en charge de la production statistique, conformément à la répartition prévue par les textes en vigueur ;
- toute autre ressource affectée.

**Article 6 :** Le Fonds Spécial pour les Statistiques est administré selon les règles de la comptabilité publique.

**Article 7 :** Le Fonds Spécial pour les Statistiques est domicilié dans un compte ouvert dans les livres de la Caisse de Dépôt et Consignations.

**Article 8 :** Les modalités de recouvrement des ressources financières du Fonds Spécial pour les Statistiques sont fixées par les textes en vigueur.

## **Chapitre III : Des dispositions diverses et finales**

**Article 9 :** Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 10 :** Le présent décret, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 02 août 2024

Par le Président de la Transition,  
Président de la République, Chef de l'État

Le Général de Brigade,  
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition*  
Raymond NDONG SIMA

*Le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Planification et de la Prospective*  
Alexandre BARRO CHAMBRIER

*Le Ministre de l'Economie et des Participations*  
Mays MOUISSI

*Le Ministre des Comptes Publics*  
Charles M'BA

## **MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU CADASTRE**

*Décret n°0301/PR/MHUC du 02 août 2024 portant  
Déclaration d'Utilité Publique*

Le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État ;

Vu la Charte de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°03/91 du 26 mars 1991 portant Constitution de la République Gabonaise ;

Vu la loi n°6/61 du 10 mai 1961 réglementant

l'expropriation pour cause d'utilité publique et instituant des servitudes pour l'exécution des travaux publics, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°14/63 du 08 mai 1963 fixant la composition du domaine de l'Etat et les règles qui en déterminent les modes de gestion et d'aliénation, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n°0000005/PR/2012 du 13 février 2012 fixant le régime de la propriété foncière en République Gabonaise, ratifiée par la loi n°003/2012 du 13 août 2012 ;

Vu l'ordonnance n°0000006/PR/2012 du 13 février 2012 fixant les règles générales relatives à l'urbanisme en République Gabonaise, ratifiée par la loi n°007/2012 du 13 août 2012 ;

Vu l'ordonnance n°29/70 du 17 avril 1970 portant statut administratif et financier de la Voirie Nationale en République Gabonaise ;

Vu le décret n°0007/PT du 07 septembre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition ;

Vu le décret n°0009/PT/PM du 08 septembre 2023 portant composition du Gouvernement de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Le Conseil d'Etat consulté ;  
Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret, pris en application des dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi n°6/61 du 10 mai 1961 susvisée, porte déclaration d'utilité publique.

**Article 2** : Est déclarée d'utilité publique, l'occupation par l'Etat de la zone située au lieu-dit AKOURNAM 1 de section n°CN dans le plan cadastral de la commune d'Owendo d'une superficie de 56 852 mètres carrés dont les coordonnées sont précisées dans le tableau GTM 2002 ci-après. Cette zone accueillera un projet stratégique de centrale thermique à gaz de 120 MW ayant pour finalité l'amélioration des conditions de vie des populations.

**Article 3** : La configuration et les limites de ces terrains sont définies par les points figurant aux tableaux ci-après :

TABLEAU DES COORDONNEES GTM 2002					
Sommets	X	Y	Angles	Distances	Nature
1	222221,89	538080			Sommet
2	222239,34	538040,54			Sommet
3	222291,19	537999,54			Sommet
4	222323,51	538028,62			Sommet
5	222335,83	538029,85			Sommet
6	222341,30	538010,65			Sommet
7	222347,11	537998,34			Sommet
8	222357	537984			Sommet
9	222364	537975			Sommet
10	222433	537934			Sommet
11	222440,33	537922,44			Sommet
12	222455,72	537889,07			Sommet
13	222395,69	537876,29			Sommet
14	222398,87	537848,02			Sommet

15	222441,99	537773,26			Sommet
16	222417,74	537759,95			Sommet
17	222388,52	537757,17			Sommet
18	222386,99	537766,11			Sommet
19	222327,73	537770,28			Sommet
20	222268,56	537790,40			Sommet
21	222226,23	537811,49			Sommet
22	222227,39	537842,07			Sommet
23	222248,25	537873,45			Sommet
24	222249,84	537881,48			Sommet
25	222128	537938			Sommet
26	222150	538038			Sommet
27	222166,15	538061,86			Sommet
28	222184,01	538079,67			Sommet

**Article 4** : L'urgence est déclarée pour la prise de possession des lieux.

**Article 5** : Les expropriations nécessaires devront être réalisées dans un délai de trois mois à compter de la date de publication du présent décret.

**Article 6** : Le déguerpissement immédiat des occupants sans titre pourra être exécuté.

**Article 7** : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 02 août 2024

Par le Président de la Transition,  
Président de la République, Chef de l'État

Le Général de Brigade,  
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition  
Raymond NDONG SIMA

Le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadastre  
Ludovic MEGNE NDONG

Le Ministre de l'Economie et des Participations  
Mays MOUISSI

Le Ministre des Comptes Publics  
Charles M'BA

Le Ministre des Travaux Publics  
Flavien NZENGUI NZOUNDOU

**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA  
SECURITE**

*Décret n°0302/PR/MIS du 02 août 2024 portant reconnaissance d'utilité publique d'une Fondation*

Le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État ;

Vu la Charte de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°03/91 du 26 mars 1991 portant Constitution de la République Gabonaise ;

Vu la loi n°35/62 du 10 décembre 1962 relative aux associations ;

Vu la loi n°2/2000 du 18 août 2000 portant ratification de l'ordonnance n°2/99 du 30 juillet 1999 fixant le Régime des Fondations en République Gabonaise ;

Vu le décret n°0286/PR/MI du 17 décembre 1962 réglementant les modalités de la reconnaissance d'utilité publique des associations ;

Vu le décret n°0333/PR/MISPID du 28 février 2013 portant attributions et organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de la Décentralisation ;

Vu le décret n°343/PR/MISPID du 03 juillet 2015 portant création et organisation de la Direction Générale des Élections et des Libertés Publiques ;

Vu le décret n°0007/PT du 07 septembre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition ;

Vu le décret n°0009/PT/PM du 08 septembre 2023 portant composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Le Conseil d'État consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

**D E C R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret porte reconnaissance d'utilité publique d'une Fondation.

**Article 2** : Est reconnue d'utilité publique, la fondation dite Fondation MA BANNIÈRE, dont les statuts ont été approuvés par l'attestation n°000804/PR/MIS/MSAS/CAB du 06 décembre 2023, sise à Libreville, B.P : 20 057.

**Article 3** : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 4** : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 02 août 2024

Par le Président de la Transition,  
Président de la République, Chef de l'État

Le Général de Brigade,  
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition  
Raymond NDONG SIMA

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité  
Herman IMMONGAULT

Le Ministre des Comptes Publics  
Charles M'BA

*Décret n°0303/PR/MIS du 02 août 2024 portant reconnaissance d'utilité publique d'une Fondation*

Le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État ;

Vu la Charte de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°03/91 du 26 mars 1991 portant Constitution de la République Gabonaise ;

Vu la loi n°35/62 du 10 décembre 1962 relative aux associations ;

Vu la loi n°2/2000 du 18 août 2000 portant ratification de l'ordonnance n°2/99 du 30 juillet 1999 fixant le Régime des Fondations en République Gabonaise ;

Vu le décret n°0286/PR/MI du 17 décembre 1962 réglementant les modalités de la reconnaissance d'utilité publique des associations ;

Vu le décret n°0333/PR/MISPID du 28 février 2013 portant attributions et organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de la Décentralisation ;

Vu le décret n°343/PR/MISPID du 03 juillet 2015 portant création et organisation de la Direction Générale des Élections et des Libertés Publiques ;

Vu le décret n°0007/PT du 07 septembre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition ;

Vu le décret n°0009/PT/PM du 08 septembre 2023 portant composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Le Conseil d'État consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

**D E C R E T E :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret porte reconnaissance d'utilité publique d'une Fondation.

**Article 2 :** Est reconnue d'utilité publique, la fondation dite Fondation LOUISE ÉDUCATION ET SANTÉ, dont les statuts ont été approuvés par l'attestation n°000521/MIS/MS/SG/PAAM du 27 juillet 2023, sise à Libreville/GABON, B.P : 1127, est reconnue d'utilité publique.

**Article 3 :** Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 4 :** Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 02 août 2024

Par le Président de la Transition,  
Président de la République, Chef de l'État

Le Général de Brigade,  
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition*  
Raymond NDONG SIMA

*Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité*  
Herman IMMONGAULT

*Le Ministre des Comptes Publics*  
Charles M'BA

*Décret n°0304/PR/MIS du 02 août 2024 portant reconnaissance d'utilité publique d'une Fondation*

Le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'État ;

Vu la Charte de la Transition, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°03/91 du 26 mars 1991 portant Constitution de la République Gabonaise ;

Vu la loi n°35/62 du 10 décembre 1962 relative aux associations ;

Vu la loi n°2/2000 du 18 août 2000 portant ratification de l'ordonnance n°2/99 du 30 juillet 1999 fixant le Régime des Fondations en République Gabonaise ;

Vu le décret n°0286/PR/MI du 17 décembre 1962 réglementant les modalités de la reconnaissance d'utilité publique des associations ;

Vu le décret n°0333/PR/MISPID du 28 février 2013 portant attributions et organisation du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de la Décentralisation ;

Vu le décret n°343/PR/MISPID du 03 juillet 2015 portant création et organisation de la Direction Générale des Élections et des Libertés Publiques ;

Vu le décret n°0007/PT du 07 septembre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition ;

Vu le décret n°0009/PT/PM du 08 septembre 2023 portant composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Le Conseil d'État consulté ;  
Le Conseil des Ministres entendu ;

#### DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup> :** Le présent décret porte reconnaissance d'utilité publique d'une Fondation.

**Article 2 :** Est reconnue d'utilité publique, la fondation dite Fondation DORCAS, dont les statuts ont été approuvés par l'attestation n°000913/PR/MIS/MSAS/CAB du 27 décembre 2023, sise à Libreville/GABON, B.P : 2506.

**Article 3 :** Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 4 :** Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 02 août 2024

Par le Président de la Transition,  
Président de la République, Chef de l'État

Le Général de Brigade,  
Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition*  
Raymond NDONG SIMA

*Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité*  
Herman IMMONGAULT

*Le Ministre des Comptes Publics*  
Charles M'BA

---

---

**Je désire m'abonner au Journal Officiel pendant :**Six (6) mois ☐ Un (1) an ☐ — Particulier ☐ Entreprise ☐ Administration ☐

Nom : ..... Prénoms : .....

Raison Sociale : .....

Ville : ..... Pays : ..... Boîte postale : ..... Tél : .....

E-mail : .....

**Mode de Règlement :**

- Chèque

- Espèces

- Mandat express

- Virement

Date :

Signature :

DESTINATIONS	1 an (en FCFA)	6 mois (en FCFA)
Libreville.....	26.000	13.000
Intérieur Gabon.....	28.000	14.000
Afrique équatoriale, Nigeria, Zaïre.....	30.000	15.000
Autres pays d'Afrique noire francophone.....	31.000	15.000
Autre pays d'Afrique.....	32.000	16.000
France.....	32.000	16.000
Europe.....	36.000	18.000
Amérique, Moyen-Orient.....	40.000	20.000
Asie, Océanie.....	42.000	21.000

**BULLETIN A DECOUPER ET A RENVOYER A LA DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES**  
**405, AVENUE COLONEL PARANT**  
**BP 563 LIBREVILLE / TEL (+241) 72 01 04**